

## **L'égalité, c'est maintenant ?**

Au printemps dernier, notre pays a changé de majorité. Depuis les communes jusqu'au sommet de l'Etat, la gauche dispose quasiment des pleins pouvoirs institutionnels. Une situation historique. Comme en 1995 avec la « fracture sociale » brandie par Jacques Chirac, le thème des inégalités a été largement mis en avant par la majorité aujourd'hui aux commandes. Saura-t-elle faire en sorte que la marche vers l'égalité ne demeure pas un slogan de campagne sans lendemain, comme il y a dix-sept ans ?

Pour progresser vers plus de justice, notre pays doit entreprendre un chantier global. La tentation est grande de remplacer la démagogie anti-« assistés » par une politique qui ne s'attaquerait qu'aux symboles, notamment qu'aux plus fortunés. Certes, ces derniers se sont enrichis de façon démesurée dans les années 2000 alors que notre pays s'enfonçait dans la crise. Les imposer davantage ne sera qu'un juste retour des choses. Mais taxer une poignée de millionnaires ne règlera pas tout. La situation des finances publiques impose un effort beaucoup plus large de refonte de la fiscalité.

Il en est de même dans tous les domaines. On n'avancera pas vers l'égalité hommes-femmes en se contentant d'appliquer une règle de parité parmi les ministres. Au-delà de cette mesure symbolique, il faut également - et surtout - s'attaquer aux temps partiels subis, aux contrats à durée déterminée (CDD) à rallonge qui ruinent la vie professionnelle de millions de personnes, et en particulier des femmes peu qualifiées.

On ne marchera pas vers l'égalité à l'école en accueillant quelques élèves boursiers dans les grandes écoles ou grâce à une dose supplémentaire de soutien scolaire, mais en changeant la manière dont fonctionne l'ensemble de notre système éducatif. On n'améliorera pas l'accès à l'emploi des Noirs ou des Maghrébins avec de belles affiches sur la diversité, mais en luttant là aussi contre les inégalités scolaires qui handicapent les moins favorisés.

Alors, l'égalité, c'est maintenant ? C'est en tout cas le moment pour amorcer un tournant. La mise en avant des inégalités a suscité des attentes. Un changement de fond est nécessaire. Se contenter de mesures de second rang aurait un effet dévastateur dans l'opinion publique, et notamment auprès des catégories populaires.

**Camille Dorival**, journaliste à *Alternatives Economiques* et **Louis Maurin**, directeur de l'Observatoire des inégalités

*Alternatives Economiques Hors-Série Poche* n° 056 - septembre 2012